

COALITION FCC-CACH EN RDC : PORTÉE ET INCIDENCE SOCIO-POLITIQUE DANS LA VILLE DE KISANGANI

¹Gilbert MISAKO KASASA, ²Davreux YABILI FAMBA, ³Moïse IBETA EMPEKA

^{1,2,3}Enseignants et chercheurs à l'Université Libre de Kisangani (ulikis)

**Auteur Correspondent :*

RESUME

Conquérir le pouvoir dès nos jours, nécessite un recours à un certain nombre de stratégies ou mécanismes qui rendent facile l'esprit de compétitivité. C'est dans cette optique que les partis et hommes politiques s'y penchent à des coalitions qui ne visent pas seulement la conquête ; mais celle-là peut aussi être une stratégie utilisée pour du pouvoir pour le relever les défis de gouvernance de l'Etat. Sur ce, en ce qui concerne la coalition Front Commun pour le Congo (FCC) et le Cap pour le Changement (CACH) en sigle « FCC-CACH », cette dernière a vu le jour dans une période post-électorale marquée par le triomphe du FCC aux élections provinciales et législatives (partie majoritaire) et la victoire du CACH au scrutin présidentiel de décembre 2018 en République Démocratique du Congo (RDC). Le but ce pacte politique était de relever les défis liés à la gestion commune de la chose publique.

Paradoxalement, le fondement idéologique de cette coalition reste une désillusion au vu de tous ses faits manifestes notamment, la crise politique dans toute l'étendue de la république à travers la non collaboration entre les regroupement politiques en coalition, la mise en évidence d'une division sociale causée par la lutte machiavélisme de positionnement politique de l'un ou l'autre regroupement, la haine tribale ; ce qui donne lieu un dysfonctionnement socio-politique voire une mégestion.

En effet, cette coalition laisse de traces explicatives qui démontrent son incidence négative dans la construction de la démocratie en RDC et le développement socio-politique de la Ville de Kisangani en particulier. Les points épinglés dans cet article en explicitent mieux.

ABSTRACT

Conquering power today requires the use of a number of strategies or mechanisms that make it easy to be competitive. It is in this perspective that parties and politicians are looking at coalitions that do not only aim for conquest ; but this can also be a strategy used for power to meet the challenges of state governance. On this, with regard to the coalition Common Front for Congo (FCC) and Cap for Change (CACH) in acronym « FCC-CACH », the latter was born in a post-election period marked by the triumph of the FCC in the provincial and legislative elections (majority party) and the victory of the CACH in the presidential election of December 2018 in the Democratic Republic of Congo (DRC). The purpose of this political pact was to meet the challenges related to the common management of public affairs.

Paradoxically, the ideological foundation of this coalition remains disillusioned in view of all its manifest facts, in particular the political crisis throughout the republic through the non-collaboration between the political groupings in coalition, the highlighting of a social division caused by the Machiavellian struggle for political positioning of one group or another, tribal hatred ; which gives rise to socio-political dysfunction or even mismanagement.

Indeed, this coalition leaves explanatory traces that demonstrate its negative impact in the construction of democracy in the DRC and the socio-political development of the City of Kisangani in particular. The pinned points in this article explain it better.

INTRODUCTION

Dans son histoire, après avoir traversé des crises (politiques, économiques et sociales) caractérisées par plusieurs facteurs tels que l'illégalité et illégitimité des institutions politiques tant nationales que provinciales, la RDC a pu organiser les élections dans le but de trouver des dirigeants choisis selon la volonté de la population. Ces élections constituent un moment important, car elles ont permis à la République d'avoir la première alternance politique depuis 1960¹.

A l'issue de ces élections, Felix TSHISEKEDI candidat de l'opposition a été proclamé président de la République mais le parlement restera majoritairement composé des membres pro-Kabila.

Ainsi, pour permettre un fonctionnement harmonieux des institutions politiques, un pacte de solution a été conclu entre les membres du cap pour le changement (CACH) (progressistes) vainqueur de l'élection présidentielle (minoritaires) et le front commun pour le Congo (FCC) (majoritaire) (conservateur) vainqueur des élections législatives qui tenaient la continuité des efforts du passé. Cet accord est appelé « coalition FCC-CACH »²

La population Congolaise qui a souffert pendant une longue période devrait se réjouir de l'avènement de cette coalition politique car celle-ci devrait lui apporter de changement trop attendu sur le plan politique, économique, social etc ... Bref améliorer ses conditions de vie. Après l'accord, la population congolaise en général et celle de Kisangani en particulier est plutôt surprise de constater que bon nombre des dirigeants en coalition ne s'intéressent qu'à la satisfaction de leurs intérêts personnels et /ou de sa famille politique et souvent avec la détermination de s'approprier les ressources relevant du patrimoine national collectif.

Ce phénomène si vital de manipulation de l'autorité et ses faits au sein de la communauté congolaise ont fait naître le système de caste, ce qui engendra la lutte (crise) entre les classes politiques notamment les membres du front commun pour le Congo, qui tenaient la continuité des acquis du passé obéissant à leur autorité morale Joseph KABILA et cap pour le changement (CACH) de Felix TSHISEKEDI qui s'accrochaient sur le changement. Ainsi, on a assisté à une coalition avec deux programmes d'action différents et dont chaque regroupement politique voudrait à tout prix que ses stratégies politiques soient mises en œuvre. D'où une crise de coalition entre les parties contractantes. Cette crise a déclenché le dysfonctionnement des institutions politiques car pendant cette période les hommes politiques s'occupaient de cette crise conflictuelle qui ne leur permettait pas de remplir leurs missions constitutionnelles conformément à l'article 197 de la constitution de la République.

Cette situation a provoqué des inquiétudes et des lamentations parmi la population. Celle-ci constate que « après la coalition égale avant la coalition ».

En effet, la crise de légitimité des dirigeants politiques issue de la coalition FCC-CACH qui a touché la RDC n'a pas épargné la ville de Kisangani. Cette dernière est aujourd'hui à la recherche de ceux qui peuvent assurer son bien-être et promouvoir son développement.

Cette crise amène la population à demander la rupture de cette coalition et permettre aux institutions politiques du Pays de fonctionner normalement pour l'intérêt général.

Pour analyser cette situation, nous avons focalisé notre attention autour de la question principale ci-dessous

- Comment est perçue le gouvernement de coalition FCC-CACH par la population dans la ville de Kisangani ?
A partir de cette question, Nous nous sommes posés deux questions secondaires ci-après :
- Pourquoi le gouvernement FCC-CACH handicape le fonctionnement harmonieux des institutions politiques tant nationales que provinciales ?
- Que font les membres (acteurs) politiques coalisés dans la gestion de l'Etat ?

En reproduisant par correspondance avec le monde du savoir sur la perception de la gestion de l'Etat par le gouvernement FCC-CACH, nous formulons nos hypothèses selon lesquelles, la gestion de l'Etat par le gouvernement précité serait mal perçue par la population de Kisangani d'autant plus qu'elle n'aurait pas senti son impact sur leur condition de vie socio-politique :

- La crise au sein de la coalition FCC-CACH serait le mobile principal de dysfonctionnement des institutions politiques ; cette crise aurait été provoquée à la suite de non respect des conventions politiques des acteurs précités ;
- La réalisation du gouvernement en coalition serait caractérisé de plusieurs facteurs, notamment, le prébendaire, l'appartenance politique, le tribalisme etc. l'on comprendrait dès lors la réaction de la population de demander la rupture de cette coalition.

¹ Archive de la CENI

² <http://wikipedia.org> consulté le 25/08/2021

Pour tout travail scientifique, le chercheur doit faire usage d'une méthodologie, celle-ci doit en effet être mobilière et évolutive en fonction de l'étude dans toute sa totalité et compte tenu des conditions de la recherche³

C'est ainsi que, dans le cadre de notre étude, nous avons recouru à la méthode dialectique.

Elle est articulée de cette manière :

- Premier loi : de la connexion universelle. Nous disons pour bien comprendre et expliquer l'impact de cette coalition, il faudrait le concours des éléments ci-après : l'Etat Congolais avec toutes ces institutions politiques, l'accord FCC-CACH, la Constitution, les lois et règlement.
- Deuxième loi : loi du mouvement, loi du changement universel. Dans cette idée, il faut voir qu'auparavant les institutions politiques de la RDC fonctionnaient normalement, les lois et règlements du pays étaient respectées, mais au fur et à mesure qu'il y a eu des conventions individuelles, politiques ; la gestion de la chose publique s'est dégradée.
- Troisième loi : loi de la contradiction ou loi de la lutte des contraires, il est imaginable que la coalition FCC-CACH créée par la volonté des acteurs politiques Congolais pour soutenir les efforts de la mise en place d'un Etat droit, de la démocratie a procédé par des actes contraires, au lieu d'assurer le bonheur, elle apporte pour certains les désespoirs.
- Quatrième loi : loi du changement qualitatif ; pour que la RDC soit bien gérée, il faut que la coalition recourt aux principes de l'organisation du pouvoir politique qui respectent les organes et les mécanismes institutionnels sans tenir compte de l'appartenance politique ni de la prébende.

Outre l'introduction et la conclusion, le présent article porte sur un seul chapitre : la représentation de la coalition FCC-CACH à Kisangani.

1. REPRESENTATION POPULAIRE DE LA COALITION FCC-CACH A KISANGANI

Dans ce chapitre nous allons premièrement analyser les réalisations du gouvernement FCC-CACH, ensuite l'impact socio-politique, économiques et en fin nous allons faire l'analyse critique.

1.1. Les réalisations du gouvernement fcc-cach à Kisangani

Au terme de sa réunion qui s'est tenue du 24 au 28 Février, 2020 le comité permanent de la conférence épiscopale nationale du Congo (CENCO) a publié un message qui fustige la gestion du pays par la coalition au pouvoir.

Aux yeux des évêques congolais, les deux parties qui ont formé la coalition au pouvoir handicapent le pays par leurs querelles intestines. « Beaucoup de problèmes auxquels le pays est confronté restent sans solution adéquate à cause de la crise qui mine la CENCO, estime-t-elle. Il est inacceptable que le pays soit pris en otage par un accord qui reste occulte.

Le président congolais a réussi à se faire accepter sur la scène internationale. En politique intérieure, son bilan est beaucoup plus mitigé sur l'exécutif, le législatif et l'appareil sécuritaire⁴.

L'élection de Félix TSHISEKEDI apparaissait alors comme le fruit d'un calcul politique du président sortant, Joseph KABILA ; leur dauphin Emmanuel SHADARY ayant été sèchement désavoué dans les urnes au profit de son principal rival vainqueur en échange de quoi, le clan garderait main dans bien des domaines.

A l'issue des élections de décembre dernier, les partisans de l'ex-président KABILA ont raflé la majorité aux législatives nationales et provinciales, ils devraient de ce fait dominer l'assemblée nationale, le Sénat dont les acteurs sont élus par les députés provinciaux et contrôler les gouvernements.

Dans tous le cas, l'UDPS, parti du président aura mal à imposer ses vues au front commun pour ce Congo (FCC), la coalition Kabiliste qui a remporté 341 sièges sur les 500.

De plus, Joseph KABILA a procédé de nombreuses nominations à des postes clés de manière à garder la main sur le secteur sécuritaire et sur les réseaux d'influence institutionnelle et politique. Avec ce phénomène, Félix TSHISEKEDI sera un président protocolaire avec un cabinet présidentiel pléthorique mais sans réelle influence institutionnelle et politique.

1.2. Impact du travail de la coalition fcc-cach

³ OBOTELA RASHIDI, *femmes zaïroise Kisangani combat pour les suivis, centre d'histoire de l'Afrique, in zaïre Afrique, harmattan paris 1990 P16*

⁴ www.congovirtual.cd consulté à Kisangani le 18 juillet 2021 à 21h00

1.2.1. Impacts socio-politiques et administratifs

La cause sera comprise que sur les fonctionnements des institutions de la République Démocratique du Congo. Il est à cerner que le fait pour le FCC de contrôler le parlement et gouvernement au niveau tant national que provincial, signifie que la capacité du président TSHISEKEDI est limitée⁵.

Pour le CACH de TSHISEKEDI, après avoir nommé Sylvestre ILUNGA ILUKAMBA à la primature, le nouveau gouvernement est composé de 65 membres 42 postes réservés pour le FCC notamment : le ministère de la défense, de justice, de l'intérieur et de finances et 23 postes pour CACH.

Avec ce partage de portefeuille le CACH de TSHISEKEDI restait que dans le discours tapageur alors que le FCC sur le même trajectoire politique observé que leur moral est détruit, il récupéra le CACH que sur les injonctions au niveau parlementaire que gouvernemental ainsi que provincial que ces ordres ne produiraient pas des effets, que Félix TSHISEKEDI appelait blocage.

Aussi le FCC compris que le CACH est de la nature indiscretionnelle et il l'impute à chaque fois comme antagonistes même s'ils sont en coalition, il reste fidèle à son idéologie politique pour ne pas perdre l'équilibre sur l'état qui a marqué une histoire de la démocratie par le fait de la passation du pouvoir que la RDC aujourd'hui a un président honoraire.

L'immaturation politique et la non éducation des dirigeants congolais, les membres de coalition se marquaient par les injures parlementaires, le non-maintien de l'ordre envisagé par FCC-CACH mais le désavantage au non-respect de la conduite hiérarchique c'est-à-dire, président de la République⁶.

Alors que le FCC bloqué toutes les forces vives même s'ils étaient en coalition dans le fait qu'il ne respecte pas les instructions du président de la République.

Le CACH après avoir été en coalition avec le FCC pendant deux ans, le bilan de la réforme était marqué par l'insuffisance ou négativité suite au blocage fait au sein de la coalition. Etant donné que le pouvoir est hiérarchisé et chaque parti politique suit son idéologie, il convient au CACH de faire tomber la coalition pour avoir une autre majorité parlementaire au cours du mandat.

Qu'il montre le spectre de l'année 1960 à 1965 que plusieurs observateurs estimaient que les dirigeants replongent le pays dans le climat qui a fait penser MOBUTU SESESEKO à prendre le pouvoir, par le fait que KASAVUBU après la révocation du premier ministre Emery Patrice LUMUMBA, grâce à sa stratégie politique effectuée, il a alors voulu montrer à Moïse TSHOMBE que l'occasion était pour MOBUTU de faire le coup-Etat.

C'est ce que redoute, Hubert KABASUBAO KATULONDI⁷ politologue et écrivain lui dit que c'est l'assemblée nationale qui constate qu'il y a une majorité ou non, le président de la République ne peut pas décréter une érosion ou l'effritement de la majorité. Maintenant, en promouvant la violence parlementaire, pour faire une nouvelle majorité, le président de la République se retrouve dans le schéma de 1965 où KASAVUBU a tenté de forcer à transformer la majorité parlementaire qui existait.

Malgré l'anticipation des analystes politiques qui pensaient pour l'avenir du pays, Félix TSHISEKEDI augmentait toujours son autonomie.

C'est fini le mariage FCC-CACH, l'événement politique majeur de l'année 2020 aura sans doute été la dissolution de cette coalition et la création de l'union sacrée pour la nation (USN) par le président de la République.

1.2.2. Impact juridique

Le président de la République Félix TSHISEKEDI étant le garant de bon fonctionnement des institutions, avait pris unilatéralement la disposition de nommer les 3 juges constitutionnels, conformément à l'article 82 de la constitution qui stipule que « le président de la République nomme, relève de leurs fonctions et cas échéant, révoque, par l'ordonnance, les magistrats du siège et du parquet sur proposition du conseil supérieur de la magistrature.

Cette nomination apparaît ainsi comme un camouflage par le chef de l'Etat congolais qui l'a conduit à ouvrir les consultations politiques dont les dialogues faits à l'époque que nous avons précité sur les analyses des politologues qui pensaient pour l'avenir du Pays, ainsi l'une des conclusions principales rendues le dimanche 14 décembre 2020 était la scission de de l'alliance FCC-CACH⁸.

⁵Rzurts/Olivia allande. Wikipédia.front commun pour le Congo

⁶ Pic twitter.com/bzthkuef

⁷ Hubert KABASUBABO KATULONDI Radio OKAPI.net

⁸ Facebook TWITTER DIM Email messenger Whatsappager

Le cas patent est celui de boycotte des présidents de deux chambres du parlement et le premier ministre à la cérémonie de prestation de serment des juges de la cour constitutionnelle.

II.2.4. Impact socio-économique

Provoquées par des positions stratégiques permettant aux alliés d'avoir des mains mises sur les richesses du pays.

Ainsi avec l'arrivée de covi19, la RDC inclinait sa responsabilité sous le fait de la pandémie. Or, ailleurs les réalisations se faisaient pendant même cette période, il y avait les organisations des élections.

I.3. Analyse critique

La coalition FCC-CACH a eu un impact négatif en RDC en général et Kisangani en particulier car elle a provoqué non seulement le dysfonctionnement des institutions politiques, administratives et judiciaires, mais également plongé le pays dans la misère incalculable et la haine tribale. 80% de la population de Kisangani justifie cet échec à la crise politique entre les parties coalisées. Cette crise est due à la suite du non-respect des conventions politique.

Pendant cette période les parties prenantes ont développé des stratégies des positionnements machiavéliques du pouvoir pour attirer les ficelles à ses côtés. Le travail des membres du gouvernement de coalition dans la gestion de l'Etat est caractérisé par la recherche de l'intérêt personnel ou de sa famille politique au détriment de l'intérêt général. Ce qui n'est pas normal, car lorsque les dirigeants exercent le pouvoir ce n'est pas pour leur propre compte ou des groupes qui le soutiennent mais c'est pour l'intérêt collectif.

Malgré les critiques négatives fournies précédemment, la RDC a marqué une histoire politique encourageante au niveau de la scène politique internationale. Elle a enregistré la première alternance politique depuis 1960.

CONCLUSION

La problématique de notre étude a tourné autour du thème basé sur la perception de la coalition FCC-CACH à Kisangani.

Les objectifs poursuivis dans la réalisation de cette œuvre furent de :

- ❖ Faire une analyse critique de la coalition fcc-cach ;
- ❖ Déterminer l'impact politico-administratif sur le fonctionnement des institutions politiques en RDC.
Envie d'atteindre ces objectifs ci-haut, nous nous sommes posés la question principale ci-après :
- Comment est perçu le gouvernement de coalition FCC-CACH par la population dans la ville de Kisangani ?

A partir de cette question, Nous nous sommes posés deux questions secondaires ci-après :

- Pourquoi le gouvernement FCC-CACH handicape le fonctionnement harmonieux des institutions politiques tant nationales que provinciales ?
- Que font les membres (acteurs) politiques coalisés dans la gestion de l'Etat ?

En reproduisant par correspondance avec le monde du savoir sur la perception de la gestion de l'Etat par le gouvernement FCC-CACH, nous formulons nos hypothèses selon lesquelles, la gestion de l'Etat par le gouvernement précité serait mal perçu par la population de Kisangani d'autant plus qu'elle n'aurait pas senti son impact sur leur condition de vie socio-politique ;

La crise au sein de la coalition FCC-CACH serait le mobile patent de dysfonctionnement des institutions politiques ; cette crise aurait été provoquée à la suite de non-respect des conventions politiques des acteurs précités ;

La réalisation du gouvernement en coalition serait caractérisée de plusieurs facteurs, notamment, le prébende, l'appartenance politique, le tribalisme etc. l'on comprendrait dès lors la réaction de la population de demander la rupture de cette coalition.

Dans le souci de vérifier ce hypothèses ,nous avons fait recours à la méthode dialectique.

A l'issu de nos investigations, nous sommes arrivés aux résultats suivants :

1. La coalition FCC-CACH a eu un impact négatif en RDC en général et Kisangani en particulier car elle a provoqué non seulement le dysfonctionnement des institutions politiques, administratives et judiciaires, mais également plongé le pays dans la misère incalculable et la haine tribale. 80% de la population de Kisangani soutiennent cette tendance d'après nos enquêtes sur terrain. Cet échec est dû à la crise entre les parties coalisées.
2. Les mobiles qui ont engendré cette crise sont le non-respect des conventions politique. 50 % des populations ont soutenu cette position, Car, pendant cette période les parties prenantes ont développé des stratégies des positionnements machiavéliques du pouvoir pour attirer les ficelles à son côté
3. Le travail des membres du gouvernement de coalition dans la gestion de l'Etat est caractérisé par la recherche de l'intérêt personnel ou de sa famille politique au détriment de l'intérêt général. 38% des populations enquêtées ont confirmé cela.

Ce qui n'est pas normal, car lorsque les dirigeants exercent le pouvoir ce n'est pas pour leur propre compte ou des groupes qui les soutiennent mais c'est pour l'intérêt général.

En foi de quoi, nous constatons que nos hypothèses ont été confirmées .

Enfin, la présente étude étant une oeuvre humaine renferme sans l'ombre d'aucun doute des imperfections, d'une part, et nous n'avons nullement la prétention d'avoir épuisé tous les contours de la thématique que nous avons abordée, d'autre part. Voilà pourquoi nous nous metons à la disposition de toute personne désireuse d'apporter sa contribution à cette oeuvre.

BIBLIOGRAPHIE

OUVRAGES

- [1] G. Casematas, *L'Etat, la société et le droit : étude sur l'évolution de la pensée politique, sociale et juridique de notre temps*, SEREY, Paris ,1961 ;

ARTICLES

- [2] OBOTELA RASHIDI, *femme zaïroise de Kisangani combat pour les suivis, centre d'histoire de l'Afrique, in zaïre - Afrique harmattan, Paris ,1990*
- [3] N'SANDA BULELI, *crises politiques identitaires post -électoral au Maniema : les politiques en présence à Kindu, communication ou colloque sur le défis de reconstructions 2007 ;*
- [4] Archive de la CENI

WEBOGRAPHIE

- [5] Hubert KABASUBABO KATULONDI Radio OKAPI.net
- [6] Rzurts/Olivia Allende. Wikipédia. Front commun pour le Congo
- [7] www.congovirtual.cd consulté à Kisangani le 18 juillet 2021 à 21h00
- [8] <http://wikipedia.org> consulté le 25/08/2021